

BOLCHEVISME ET SYNDICALISME...

5^{ème} partie: Trotsky et la démocratie syndicale.

Le mois dernier, nous avons exposé les solutions que Trotsky entendait apporter à la crise consécutive à la révolution de 1917 et quel rôle il attribuait aux syndicats. Ces solutions lui ont valu d'être traité de bureaucrate par Lénine, et Staline s'est offert le luxe plus tard de qualifier Trotsky, dont il avait copié le programme, de «*patriarche des bureaucrates*».

Voyons quelles ont été ses positions quand il fut rejeté définitivement hors de la scène politique en U.R.S.S.

Après son exclusion du parti bolchevik par les staliniens et pendant son exil, Trotsky consacra sa vie à combattre le stalinisme en agitant le drapeau du léninisme. Il prôna le retour aux sources, vers les sains préceptes du bolchevisme originel qu'il opposa au stalinisme dégénéré.

Les milieux trotskystes reconnaissent généralement aujourd'hui que sur la question syndicale Trotsky «*était allé trop loin*» et qu'il avait été corrigé par Lénine. Mais ce qu'il faut voir c'est que Trotsky, avec ses jugements à l'emporte-pièce, ne faisait qu'exprimer ce que bien des bolcheviks pensaient mais n'osaient pas dire ouvertement.

Lorsque Trotsky dénonça l'*Opposition ouvrière* qui lutta dès 1920 contre la bureaucratie envahissante et pour le pouvoir économique aux travailleurs organisés dans leurs syndicats, il dira: «*Ils ont mis en avant des mots d'ordre dangereux... Ils ont placé le droit des ouvriers de faire élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature était en conflit temporaire avec les humeurs changeantes de la démocratie ouvrière!*».

Lorsque, quelques années plus tard, Trotsky fut limogé par cette bureaucratie qu'il avait contribué à façonner, les ouvriers firent la sourde oreille; faut-il s'en étonner?

Les positions de Trotsky en exil seront parfois en opposition avec celles qu'il avait prises pendant sa période de pouvoir, en Russie. On pourrait voir là soit une évolution de sa part, soit le fait qu'il ait été corrigé par Lénine, dont il aurait assimilé les «*leçons*». Nous ne pensons pas qu'il y ait contradiction chez Trotsky sur ce plan, mais seulement que, la situation ayant évolué pour l'ancien leader de 17, son optique a changé aussi. Avant, il était au pouvoir, maintenant, il est rejeté du pouvoir; avant, il avait les masses à ses ordres, maintenant, il s'agit de reconquérir une influence sur elles:

«*La question des syndicats est l'une des plus importantes qui soient pour le mouvement ouvrier et, par voie de conséquence, pour l'opposition. Sans une position précise sur cette question, l'opposition sera incapable de gagner un jour une influence réelle sur la classe ouvrière*».

Mais la position fondamentale de Trotsky reste la même, c'est-à-dire celle de Lénine: «*Le parti communiste est l'arme fondamentale de l'action révolutionnaire du prolétariat, l'organisation de combat de son avant-garde, qui doit s'élever au rang de guide de la classe ouvrière partout où elle combat et, par conséquent, aussi dans le mouvement syndical*».

Ceux qui prônent l'autonomie des syndicats par rapport au parti, dit-il, opposent les secteurs les plus arriérés du prolétariat à l'avant-garde; ce sont des opportunistes; la théorie syndicaliste révolutionnaire de la minorité agissante est une théorie incomplète du parti prolétarien:

«*Dans toute sa politique, le syndicalisme révolutionnaire était un embryon de parti révolutionnaire*».

«*Après la guerre, le syndicalisme français trouva dans le communisme à la fois sa réfutation, son dépassement et son achèvement; tenter de faire revivre aujourd'hui le syndicalisme révolutionnaire serait tourner le dos à l'histoire. Pour le mouvement ouvrier, une telle tentative ne pourrait avoir qu'un sens réactionnaire*».

Parler d'indépendance syndicale: «*cela signifie la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans la*

masse arriérée que sont les syndicats; c'est "flatter" le prolétariat, c'est en faire autre chose que ce qu'il est et ne peut qu'être sous le capitalisme, qui condamne les masses travailleuses à l'ignorance».

Alors qu'au 10^{ème} Congrès du parti communiste russe, Trotsky s'acharnait contre l'*Opposition ouvrière* qui réclamait quelque démocratie syndicale, alors qu'il fustigeait les *«humeurs changeantes de la démocratie ouvrière»* et son *«principe formel»*, Trotsky, maintenant en exil, dit:

«L'autonomie réelle, concrète et non métaphysique des syndicats n'est en rien gênée ou diminuée par le combat du parti communiste pour étendre son influence, chaque syndiqué a le droit de voter selon sa conscience et d'élire qui bon lui semble. Les communistes ont ce droit comme les autres».

En mai 1921, à la conférence des syndicats de la métallurgie soviétique, le comité central du parti, dont faisait partie Trotsky, présente une liste de candidats recommandés pour les postes de direction. Les délégués des métallurgistes refusèrent cette liste. La direction du parti passa outre et nomma froidement ses propres candidats aux postes dirigeants du syndicat. Est-ce cela que Trotsky appelle, en 1929, le droit de chaque syndiqué à *«voter selon sa conscience»*? C'est qu'en réalité Trotsky ne renonce en rien à ses pratiques précédentes, il s'adapte seulement à la situation.

Il n'est évidemment plus possible à Trotsky, qui n'est plus au pouvoir, de placer les travailleurs sous la loi martiale, comme il l'a fait pour les cheminots lorsqu'il était responsable du commissariat aux transports. N'étant plus au pouvoir, il ne pouvait pas expulser les responsables élus du syndicat et en nommer d'autres prêts à suivre les volontés du parti, comme il l'a fait pour le syndicat des cheminots, en 1920; c'est sans doute ce qu'il veut dire lorsque, en 1929, il écrit:

« Dans un pays donné, et selon l'étape de développement atteint, les styles, les méthodes et les formes que peut revêtir le caractère dirigeant du parti peuvent varier considérablement avec les conditions générales. Dans les pays capitalistes, où le parti ne dispose d'aucun moyen de coercition, il est évident que le parti communiste ne peut donner de direction au syndicat que par l'intermédiaire des communistes travaillant dans les syndicats...».

Ce qui veut dire en clair que, dans d'autres circonstances, il envisagerait de donner une direction aux syndicats par l'intermédiaire des communistes en dehors des syndicats. Pour les sceptiques, citons un autre fait: en mars 1922 eut lieu une nouvelle conférence des syndicats de la métallurgie soviétique. La politique du syndicat fut déterminée par la fraction nommée par la direction du parti, dont les réunions profitèrent de la présence de métallurgistes distingués tels que Lénine, Kamenev, Zinoviev, Molotov, Staline, Cachin et Clara Zetkin.

INDÉPENDANCE SYNDICALE ET PARTI

Il est surprenant de constater que le Trotsky de l'exil se fera le champion de l'indépendance syndicale. Mais pas n'importe quelle indépendance; pour lui: *«plus l'influence du parti croît, en général, plus la situation devient révolutionnaire»*. C'est ce qui permet d'apprécier le degré et la forme de l'autonomie vraie, réelle et non métaphysique, des syndicats. En août 1940, juste avant son lâche assassinat par les staliniens, il précise définitivement sa pensée:

«L'indépendance des syndicats dans un sens de classe, dans leurs rapports avec l'État bourgeois, ne peut être assurée dans les conditions actuelles que par une direction complètement révolutionnaire qui est la direction de la 4^{ème} Internationale. Cette direction, naturellement, peut et doit être rationnelle et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la 4^{ème} Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible».

En période de paix sociale, quand il y a tout juste quelques grèves, *«le parti n'a pas à prendre position sur telle ou telle grève isolée..., la première place revient bien évidemment au syndicat»*.

Mais en période révolutionnaire, *«le rôle dirigeant du parti doit être direct, visible et immédiat. Les syndicats... deviennent de fait l'appareil organisationnel du parti qui, au vu et au su de la classe ouvrière tout entière, assume la direction de la révolution, et porte toute la responsabilité du mouvement»*.

«Mais. en tous les cas, le parti tente de gagner la direction du mouvement en s'appuyant sur l'autonomie réelle des syndicats qui, en tant qu'organisation, ne sont pas, cela va sans dire, soumis au joug du parti».

Trotsky analyse la question de l'apolitisme syndical d'une manière assez proche de la nôtre, mais les conclusions politiques qu'il en tire sont opposées.

«Les théoriciens de "l'indépendance" du mouvement syndical ne se sont pas donné la peine de réfléchir à la question de savoir pourquoi leur mot d'ordre ne s'est jamais réalisé nulle part, et pourquoi, au contraire, la dépendance du syndicat par rapport au parti devient partout, et sans exception, une évidence absolue».

Pour Trotsky, cela tient à l'impérialisme qui accentue les contradictions entre l'aristocratie ouvrière et les couches les plus exploitées.

«Il est clair que le mot d'ordre "d'indépendance" syndicale ne peut venir en aucun cas des masses. Le mot d'ordre d'indépendance est à sa racine même un mot d'ordre bureaucratique et non un mot d'ordre de classe!».

En quelque sorte, l'indépendance syndicale est un mot d'ordre bureaucratique mis en avant par des bureaucrates qui veulent se soustraire non au contrôle de la classe ouvrière mais de son avant-garde, laquelle se confond avec l'appareil du parti, son comité central et le bureau politique, comme le disait Trotsky dans *«Nos tâches politiques»*.

Il est vrai que l'apolitisme syndical est un mythe: aucune organisation sociale ne peut être indépendante du contexte politique et social dans lequel elle se trouve, et surtout pas un syndicat. Un groupement de dizaines de milliers de travailleurs représente nécessairement des intérêts de classe, par sa composition d'abord, par son mode d'organisation et par le but qu'il se propose ensuite. En somme par son programme, par sa tactique, par sa politique.

La neutralité ou l'apolitisme, cela n'existe pas: tout individu, tout groupe prend position même lorsqu'il prétend qu'il ne prend pas position. C'est pourquoi nous avons toujours dénoncé ceux - *«révolutionnaires»* ou réformistes - qui refusent aux travailleurs le droit ou la possibilité de déterminer leur action à travers leurs organisations de classe.

Le meilleur moyen pour subordonner les syndicats à une influence extérieure à la classe ouvrière, c'est de les rendre *«apolitiques»*, c'est-à-dire d'empêcher les travailleurs d'y prendre aucune position autre que revendicative sur le plan économique.

Mais, dirait Trotsky, les travailleurs ne peuvent pas déterminer eux-mêmes leurs intérêts à long terme. Par nature, ils sont *«réformistes»*. S'il en est ainsi ce n'est pas la peine de se dire révolutionnaires, ou en tout cas ce n'est pas la peine de prétendre préparer la révolution sociale; tout au plus fera-t-on un bouleversement qui placera à la tête de la société l'appareil des partis dirigistes, c'est-à-dire *«les intellectuels bourgeois»*, comme l'avoue Lénine lui-même, dans *«Que faire?»*.

De telles affirmations ne reposent d'ailleurs sur rien, sinon sur des a priori tels que *«l'histoire atteste que»* suivi d'une affirmation partielle, voire carrément erronée (1). On peut avoir une idée de la valeur scientifique de certaine proposition telle: *«Le parti, c'est le prolétariat tel qu'il devrait être alors que les syndicats sont le prolétariat tel qu'il est»*.

(1) Ainsi Lénine affirmait le caractère obligatoirement trade-unioniste du syndicalisme alors qu'il pouvait observer la naissance en France et en Italie d'une authentique théorie révolutionnaire prolétarienne: le syndicalisme révolutionnaire.